

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Maître d'ouvrage :

Commune de POMMERIT-le-VICOMTE

Place du Centre 22 200 POMMERIT-le-VICOMTE

Objet de la consultation :

**Maîtrise d'œuvre pour
la Réhabilitation et l'Extension de la Salle Omnisports**

_____ **MAÎTRISE D'ŒUVRE** _____

Établie en application du Code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application de l'article R2123-1

Date et heure limites de remise des offres :
Mardi 29 juillet 2025 à 12h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1 - Objet.....	3
Article 2 - Organisation de la maîtrise d'ouvrage.....	3
Article 3 - Les soumissionnaires.....	3
3-1- Forme juridique de l'attributaire.....	3
3-2-Compétences obligatoires.....	3
Article 4 : Documents à remettre avec l'offre.....	3
4.1 - Documents à joindre à l'offre.....	3
4.2 - Visite.....	3
Article 5 : Critères de notation des offres.....	4
5.1 - Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	4
5.2 - Contenu du dossier de consultation.....	4
5.3 - Présentation de l'offre.....	4
5.4. Modalités d'attribution du marché.....	5
5.5. Négociation.....	5
Article 6 - Délai de validité des offres.....	6
Article 7 - Pièces à fournir par le candidat pressenti.....	6
Article 8 - Signature du marché par le candidat pressenti.....	7
Article 9 - Mode de règlement.....	7
Article 10 - Nomenclature communautaire pertinente.....	7
Article 11 - Renseignements complémentaires.....	7
Article 12 - Voies et délais de recours.....	7

Article 1 - Objet

Procédure adaptée passée en application de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique, destinée à désigner l'organisme qui sera chargé des prestations suivantes :

Maîtrise d'œuvre pour la Réhabilitation et l'Extension de la Salle Omnisports.

L'enveloppe financière prévisionnelle totale affectée aux travaux est estimée à **1 500 000,00 € HT**.
La livraison de l'opération globale est envisagée au plus tard pour septembre 2027.

Article 2 - Organisation de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la commune de POMMERIT-le-VICOMTE.

Article 3 - Les soumissionnaires

3-1- Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le mandataire d'un groupement ne peut se présenter comme mandataire dans plusieurs candidatures (article R 2142-23 du Code de la Commande Publique).

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

3-2-Compétences obligatoires

Les compétences suivantes sont exigées au sein de l'équipe :

- Architecte(s) diplômé(s), inscrit à l'Ordre des Architectes (mandataire de l'équipe);
- Bureau d'études Structures
- Bureau d'études Fluides et Thermique,
- Bureau d'études Acoustique,
- Économiste de la construction,
- Ordonnancement, Pilotage, Coordination

Étant précisé que plusieurs de ces compétences pourront être assurées par un même membre de l'équipe.

Article 4 : Documents à remettre avec l'offre

4.1 - Documents à joindre à l'offre

- Les justificatifs exigés aux articles R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- Bilan ou extraits de bilans, concernant les 3 dernières années, pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement de tels documents est obligatoire,
- La lettre de candidature et déclaration du candidat (DC1 et DC2),
- Les effectifs humains notamment ceux mis à disposition pour la réalisation de la prestation,
- L'indication des titres d'études professionnels de l'opérateur économique,
- Le book du mandataire architecte.

4.2 - Visite

Une visite obligatoire du site est obligatoire (certificat de visite). Les rendez-vous sont à prendre auprès de Mme LE SAOUT Rachel, Secrétaire Générale, en Mairie.

Nota : en cas d'absence de certificat de visite dans le dossier du candidat, celui-ci ne sera pas étudié.

Article 5 : Critères de notation des offres

5.1 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Remise des plis par voie électronique :

Depuis le 1er octobre 2018, les candidatures et offres sont reçues en ligne, et les offres « papier » sont irrecevables. Les dossiers qui parviendraient au format « papier » ne seront pas ouverts et seront renvoyés à leur auteur.

Conformément aux articles R2132-2 à R2132-14 du Code de la commande publique, la personne publique accepte la transmission des candidatures et des offres par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://megalisbretagne.org/>

et dans les conditions techniques et procédurales figurant ci-dessous :

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique, tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délais.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique concernant la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

5.2 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier comprend, à titre indicatif :

- Le programme technique,
- Le règlement de la consultation,
- Le projet de marché, comportant,
 - Acte d'engagement et ses annexes éventuelles,
 - Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le certificat de visite

5.3 - Présentation de l'offre

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Documents à produire

- **L'acte d'engagement et ses annexes** : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.

- **Une note technique et méthodologique adaptée au projet (8 pages recto maximum)** précisant la perception, la motivation du soumissionnaire sur le programme et la nature des travaux (enjeux, contraintes, enveloppe prévisionnelle, délais (**calendrier prévisionnel**), développement durable, économie d'énergie ...), et sa méthodologie de travail **adaptée à l'opération** en équipe et avec le maître d'ouvrage en phases études et en phase travaux **et non un simple rappel de la loi MOP.**

- **Un volet technique** permettant d'apprécier les moyens, qualités et capacités des candidats présenté de la manière suivante :

- un format A4 (recto) indiquant **les compétences et moyens** faisant apparaître les éléments suivants :
 - ✓ titres d'études, expérience professionnelle et compétences particulières, notamment des responsables envisagés pour la prestation,
 - ✓ appartenance à un organisme professionnel,

- ✓ moyens de l'équipe (indiquer le personnel susceptible d'être affecté à la mission),
 - **une présentation d'expériences récentes, analogues d'opération et interventions de réhabilitation d'équipements sportifs: 3 références significatives du mandataire.** Les 3 références devront impérativement être organisées sur 3 pages au format A3 recto.
- Un certificat de visite

5.4. Modalités d'attribution du marché

Les offres seront jugées, dans les conditions fixées par l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique, en tenant compte des critères suivants avec leur pondération :

1- Valeur technique (60 %)

L'appréciation de la valeur technique sera jugée sur la base d'une note obtenue par l'attribution de points, tel que mentionné dans le tableau ci-après :

<i>Sous-critères d'évaluation de la note technique</i>	<i>Note maximum</i>
Perception, motivation, méthodologie <ul style="list-style-type: none"> • qualité de la note technique • méthodologie proposée 	7
Délais proposés	2
Références	1

La note globale sur 10 ainsi obtenue sera pondérée (x 0,6).

2- Montant des honoraires de la Maîtrise d'œuvre (40 %)

note offre X = $\frac{\text{montant offre moins disante}}{\text{montant offre X}} \times 40$

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les phases constitutives. La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres et a une valeur contractuelle. En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées à l'acte d'engagement du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le montant de l'acte d'engagement pour le mettre en concordance avec la décomposition du prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente. Conformément à l'article R 2152-3 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'un demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

5.5. Négociation

Les conditions de négociation sont les suivantes :

A l'issue de l'analyse des offres remises par les candidats conformément aux critères de jugement énoncés ci-dessus, **le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier tant sur le prix que sur le contenu de l'offre avec les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats).

La négociation pourra porter sur les éléments techniques de l'offre ainsi que sur le prix et se déroulera sous forme d'échange de fax, mails, ou rendez-vous, dans des conditions respectant l'égalité de traitement des candidats.

Une audition des candidats pourra être organisée par le pouvoir adjudicateur pour permettre aux candidats (les 3 candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses) de présenter leur offre.

Ces auditions auraient lieu le **lundi 15 septembre 2025 (après-midi)**.

Un nouvel acte d'engagement et le cas échéant annexe(s) prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

En cas de défaut de production de l'acte d'engagement et le cas échéant annexe(s) résultant des négociations, l'offre négociée sera déclarée irrégulière et seule l'offre initiale sera prise en considération pour l'analyse et le classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur peut néanmoins attribuer le marché public sur la base de l'offre initiale sans négociation et sans audition.

Variante

Aucune variante n'est autorisée.

Article 6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 7 - Pièces à fournir par le candidat pressenti

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande de l'acheteur public :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du Code du travail ;
- La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la commande publique ;
- La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat est en règle concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra produire également, en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis sa candidature ou son offre, les attestations d'assurance civile professionnelle et civile décennale en cours de validité, seront à remettre dans le même délai. A défaut de présentation il ne pourra être procédé à la signature du marché.

Article 8 - Signature du marché par le candidat pressenti

L'attributaire du marché devra signer électroniquement le marché public (uniquement l'acte d'engagement). Le pouvoir adjudicateur sollicitera ce dernier à l'achèvement de la procédure.

Article 9 - Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Article 10 - Nomenclature communautaire pertinente

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal :

71221000 : Services d'architecture, d'ingénierie, de construction et services de conseils techniques connexes.

Article 11 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, via la plateforme E-Mégalis.

Article 12 - Voies et délais de recours

Tribunal administratif - 3 contour Mottes - 35000 RENNES

(téléphone : 02.23.21.28.28 - fax 02.99.63.56.84)

Comité consultatif de règlement à l'amiable - BP 33515- 44035 NANTES CEDEX tél : 02.40.47.90.68.

Introduction d'un recours

- référé pré contractuel (art 551-1 du Code de Justice Administrative (CJA)), avant la signature du marché

- recours pour excès de pouvoir (art R 421-1 à 5 du CJA), dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la décision d'attribution ;

- référé contractuel (art. L551-13 à 23 du CJA), dans le délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution.

- recours en plein contentieux (art L 521-1 du CJA) dans le délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.